



Communiqué commun Ensemble! – LFI – NPA – PG – POID du Rhône

Les agents de nettoyage de la gare routière de Lyon-Perrache sont dans leur cinquième semaine de grève illimitée pour obtenir « *des garanties sur la continuité des contrats de travail et notre maintien sur le site* ».

Les organisations Ensemble!, France Insoumise, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche et Parti Ouvrier Indépendant Démocratique du Rhône se sont réunies ce jeudi 10 novembre 2022 afin d'apporter leur soutien à leurs revendications. Des représentants des grévistes étaient présents.

Dans leur mouvement de grève, ces agents se sont adressés à leur employeur la société Arc-en-Ciel, délégataire de ce marché public, mais aussi et d'abord au donneur d'ordre : la Métropole de Lyon, qui depuis plus de 30 ans a externalisé ce service.

Car si leur employeur a confirmé la semaine dernière qu'il allait mettre en œuvre un plan de licenciement des 22 agents, c'est bien en conséquence d'une décision de la Métropole de Lyon. La décision, mise en œuvre cet été, de réserver l'appel d'offre, dans le cadre du renouvellement de ce marché public au 1^{er} janvier 2023, aux seules entreprises d'insertion.

C'est cette décision qui exclut de fait la société Arc-en-Ciel de ce marché et surtout empêche ainsi les 22 agents d'être repris par le futur délégataire, comme le prévoit normalement la convention collective de ce secteur.

De fait, la responsabilité des 22 licenciements annoncés incombe donc bien à la Métropole de Lyon.

Pour notre part, comme les agents et comme les milliers d'habitants qui leur ont apporté leur soutien sous des formes diverses, nous ne l'acceptons pas.

Ces agents ont œuvré depuis des années, parfois plus de 30 ans, à la propreté de la gare. Ils ont œuvré pour le service public et rien ne justifie de les congédier !

Il existe plusieurs solutions pour sortir de cette situation. Pour notre part, nous disons que la solution la plus favorable pour le service public comme pour les salariés est de cesser le recours à la sous-traitance et donc de décider le retour en régie publique directe de ce service.

En tout état de cause, nous exigeons : **aucun licenciement**, et pour cela **la Métropole doit garantir le maintien dans leur emploi de tous les agents travaillant sur ce site**.

Nous demandons au président de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard, de nous recevoir et c'est pourquoi nous nous rendrons en délégation ce mercredi 16 novembre à 14 heures au siège de la Métropole, afin de porter cette exigence et les très nombreuses pétitions et prises de position qui vont dans ce sens.

Nous interpelons la Métropole de Lyon pour qu'elle prenne ses responsabilités et réponde d'urgence aux revendications portées par les agents avec leurs syndicats.